



Communiqué de presse De la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

**IL FAUT MAINTENIR LES EMPLOIS FORD A BLANQUEFORT !
Avec 12,5 millions d'€ d'argent public perçus en 2013, FORD délocalise l'activité
du site de Blanquefort aux USA en 2019 !**

Pour préserver l'intérêt des salariés du bassin d'emplois, le gouvernement doit assumer ses responsabilités !

Lors de la dernière réunion du comité d'entreprise, Ford Motor Compagny a officialisé son retrait du site de Blanquefort au motif de ne pas être «...économiquement viable pour la fabrication de la nouvelle transmission 8 vitesses ... ».

Raison invoquée pour « ... rechercher avec les pouvoirs publics, les services de l'Etat, les collectivités locales et les partenaires sociaux de nouvelles possibilités pour l'usine ; ceci incluant la recherche de tout repreneur potentiel intéressé par le site... ».

Et sans doute en grand seigneur, le constructeur dit garantir l'activité du site jusqu'en 2019...

A défaut de repreneur, ce sont près de 900 salariés directs qui perdront leur emploi l'année prochaine !

En considérant 2 ou 3 emplois induits par l'activité de FORD, c'est une perte d'au moins 2 000 emplois dans le bassin d'emplois local.

En moins de 10 ans, la filière automobile en Nouvelle Aquitaine a déjà payé un lourd tribut avec notamment la fermeture de FEDERAL MOGUL à Chasseneuil du Poitou, de DELPHI à La Rochelle, sans oublier la casse de GM&S à la Souterraine....

Outre l'emploi, c'est aussi la disparition d'un outil industriel avec toutes les compétences mises en œuvre qui risquent d'être mis au pilori !

Enfin, la fabrication des boîtes de vitesses aux USA pour fournir les besoins Européens pose des problèmes écologiques incontestables !

Un gâchis économique et social inacceptable !

Si en 2013, Ford avait signé un accord-cadre avec les pouvoirs publics et les syndicats, garantissant 1.000 emplois jusqu'en mai 2018 en échange d'une subvention de 12,5 millions d'euros, il est clair que le constructeur n'avait qu'une seule intention : Empocher notre argent public ! Cette attitude est récurrente pour l'ensemble des constructeurs automobiles, y compris français.

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie condamne cette stratégie exclusivement financière et appelle le gouvernement à contraindre ce constructeur à assumer ses responsabilités sociales et environnementales.

Elle invite les salariés de FORD à s'investir dans la semaine d'actions du 12 au 16 Mars au cours de laquelle l'ensemble des métallos défendra les droits individuels et collectifs fortement attaqués par les prétentions de l'UIMM.

La FTM-CGT soutient et sera aux côtés des salariés de Ford Blanquefort, du syndicat CGT ainsi que de l'intersyndicale.

Montreuil, le 1 Mars 2018